

<http://divergences.be/spip.php?article2880>



Jean-Pierre Garnier

Front de gauche, politique urbaine de droite

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2012 - N° 31. Juillet 2012 - Français - RÉSISTANCES...RÉFLEXIONS... -

Date de mise en ligne : dimanche 8 juillet 2012

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

De la série d'articles parus sous cette rubrique [1], il ressort que le capital est vraiment à l'aise dans tous ses espaces. En sera-t-il toujours ainsi ? Apparemment non, si l'on prend pour argent comptant les promesses pêchées dans un manifeste émanant du Front de gauche et relatif à l'avenir des villes [2], ainsi que dans un « appel » de la même origine signé par plus d'une centaine de personnalités [3].

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L189xH283/JP_Garnier_2W_8412-2-d2931.jpg

On peut néanmoins douter de cette belle espérance au vu du pedigree de la plupart des signataires des deux documents. Doutes renforcés par une lecture plus attentive de la prose à laquelle ils ont cru bon d'associer leurs noms, qui allie les lieux communs de la pensée « degôche » la plus conforme à des déclarations d'intention contredites par les pratiques des élus locaux et des « professionnels de l'urbain » ayant apposé leur signature.

Notons tout d'abord que l'intitulé pompier du manifeste urbain du Front de gauche ne brille pas par son originalité : « Crise de la civilisation urbaine : relever le défi ». Cela fait au moins une quarantaine d'années que ladite civilisation est déclarée officiellement en crise et que tout ce que le pays compte de politiciens, de technocrates et de spécialistes ès problèmes urbains prétend faire face à ce « défi » qu'elle constitue. Surtout, on trouve dans la fine équipe chargée de concocter ce manifeste une brochette d'experts particulièrement peu qualifiés pour donner un tour anticapitaliste à l'urbanisation et l'urbanisme en France dans les années qui viennent. Ce qu'ils condamnent dans ce texte programmatique est en effet précisément ce à quoi ils n'ont cessé d'apporter leur soutien et leur caution dans leur pratique professionnelle. Nul besoin de passer en revue les états de service des sept signataires, les CV's de trois d'entre eux suffisent à invalider le sérieux des leurs proclamations.

Commençons par Robert Spizzichino, « développeur urbain [sic] », spécialiste ès « grands projets d'aménagement liés à des processus d'innovation dans les entreprises » [4]. On peut se demander où ce manager a acquis sa fibre « sociale » : après avoir exercé des fonctions d'ingénierie urbaine à des postes de direction de grands groupes publics et privés, dont Matra et la Lyonnaise des Eaux, il a cofondé sa propre société de pilotage de projets urbain. C'est entre autres un ardent partisan de la promotion du « grand Paris » comme « région métropolitaine mondiale », projet dont il ne met nullement en cause la raison d'être soit hisser la ville au premier rang dans le cadre de la « concurrence libre et non faussée » entre capitales du capital. Ce qui ne l'empêche pas, affublé de la casquette « Front de gauche », de déplorer avec ses compères passés « à gauche de la gauche » (Robert Spizzichino vient du PS) que le développement des villes soit basé sur « la compétition économique mondialisée ».

Vient ensuite, Guy Burgel, mandarin de la géographie urbaine, ex-stalinien défroqué rabiboché depuis avec un PCF « recentré », donneur de conseils technocratiques aux élus locaux et aux aménageurs urbains de la gauche institutionnelle. Tout au long de sa carrière universitaire, il a enfourché tous les chevaux de bataille de purs canassons, en vérité en vogue, avec une absence de distance critique qui a fait sa réputation en même temps qu'un autocratie sans faille devenu proverbial parmi ses collègues et ses étudiants. Sans doute cela l'autorisait-il à pointer, avec ses camarades de signature, les « limites » de la « démocratie participative actuelle, faite de concertation trop souvent factice, de pouvoir d'expertise non partagé, et de communication relevant de l'autopromotion ». Et à préconiser le passage à « une démocratie inclusive prenant en compte les savoirs citoyens et adaptée aux capacités d'expression et d'échanges de chacun, en particulier dans les milieux populaires ».

Voici enfin un troisième larron qui ne dépare pas du lot : Maurice Charrier, ex-stalinien lui aussi, ancien maire de Vaulx-en-Verin élu sous le label

« Alternative rouge et verte » [5], lauréat d'un prix Orwell des Big Brother Awards en 2000 pour avoir truffé de caméras de video-surveillance les abords d'un nouveau centre commercial proche de la « cité sensible » du Mas-du-Taureau [6]. Vice-président de la Communauté urbaine du Grand Lyon (CUL), il est le bras gauche de son président, le maire PS sécuritaire de Lyon, Gérard Colomb, autre prix Orwell et chouchou de la Chambre de commerce. Surtout, Charrier est tout indiqué pour tracer la voie d'une « alternative » à l'urbanisation capitaliste. «

Chargé de l'urbanisme et de la politique d'aménagement du territoire », il s'échine, comme le veut sa fonction, à promouvoir la CUL comme « métropole compétitive et attractive », la seconde en France après Paris, pour les « investisseurs » et la « matière grise », soit la bourgeoisie et ses supplétifs néo-petits bourgeois. Avec priorité donnée aux investissements publics correspondants, aux dépens des couches populaires.

Du côté des plus de 100 signataires de l'« appel du Front de Gauche de la Ville, de l'Habitat et des Solidarités Urbaines », où les élus locaux sont majoritaires, figurent aussi des personnalités dont on peut se demander en quoi elles pourraient bien effrayer ceux qui mettent les espaces urbains les plus convoités à l'encan. Car leur action sur le terrain ne contrevient en rien aux vœux de ces derniers. Ils ne voient, par exemple, aucun inconvénient à la poursuite de la polarisation socio-spatiale propre à l'urbanisation du capital, qui favorise certaines villes et certaines parties de ces villes, ainsi que leur habitants, au détriment d'autres. « Dans les grandes villes se concentrent les lieux de décision, d'invention et de recherche, les moyens financiers », peut-on lire dans l'appel, comme s'il s'agissait là d'un phénomène naturel et non de l'effet de choix stratégiques synonymes d'élitisme et de ségrégation. Quitte à s'en tirer par une pirouette rhétorique en précisant que « la ville est à la fois le lieu du pouvoir et de sa contestation politique et culturelle », tout en taisant soigneusement la part active qu'ils prennent eux-mêmes dans sa « sécurisation » pour la prémunir contre les fauteurs de troubles.

Au milieu d'une kyrielle d'édiles du PG, du PCF et de groupuscules assimilés apparaît le nom de l'architecte Paul Chemetov, encore un ex-stalinien [7], enrichi grâce à la construction en série, durant les « Trente glorieuses », de milliers de logements sociaux sous l'égide de municipalités « communistes » dans des cités qui deviendront « sensibles » lorsque « la crise » surviendra. Ce « milliardaire rouge », comme le surnommaient des confrères envieux, n'est donc peut-être pas le mieux placé pour fustiger la « relégation » dans des « territoires d'exclusion », pas plus que « le développement d'un " business " en matière de construction, d'immobilier et de services qui profite le plus souvent à des multinationales ». Comme s'il n'en avait pas « croqué », comme on dit, via des honoraires confortables.

Pour terminer en beauté et pour en avoir déjà traité dans un article précédent [8], on ne peut omettre les noms de trois représentants éminents de la municipalité d'Ivry-sur-Seine, le maire en tête, accompagné de son adjoint au « développement urbain » et de son adjointe « en charge du droit et de la citoyenneté des résidents étrangers, des actions contre toutes les discriminations, de la démocratie et de la vie associative ». Quand on sait comment et au profit de qui est menée tambour battant la « requalification urbaine » d'Ivry Port, il y a là de quoi s'esclaffer. Les habitants délogés du secteur et les participants aux réunions bidon de concertation en feraient sans doute autant s'ils avaient connaissance de la présence de ces élus sur une liste appelant à « changer de cap » en matière de politique urbaine comme pour le reste.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L222xH369/articl_11-0f51c.jpg

Bien entendu, en effet, « changer la Ville sans changer de système est illusoire », est-il rappelé dans le manifeste du Front de Gauche. En réalité, ces gens appellent à un changement de régime, mais non de société. Pas de transition vers le socialisme, et encore moins le communisme, mais vers une « VI^e République soucieuse du bien commun ». On en rigole déjà dans les salons parisiens. L'ouverture par le Front de gauche d'un front urbain où les dépossédés du droit à la ville pourront passer à l'offensive contre les possédants n'est visiblement pas pour demain.

[1] Le capital dans tous ses espaces. *Article 11* n° 8 Avril-Mai 2012.

[2] « Crise de la civilisation urbaine : Relever le défi », texte signé par Gabriel Amard, Guy Burgel, Maurice Charrier, Bernard Genin, Jo Rossignol, Robert Spizzichino et Saïd Yahiaoui.

[3] « Appel du Front de Gauche de la Ville, de l'Habitat et des Solidarités Urbaines ».

[4] C'est notamment ainsi qu'il est présenté en prélude à une tribune publiée le 12 décembre dernier sur le site « Innov'in the city ».

[5] À ne pas confondre avec les Alternatifs qui – eux – n'ont pas cédé aux mirages de la sociale-démocratie.

[6] <http://bigbrotherawards.eu.org/>

[7] Il fut membre du PCF de 1947 à 1968.

[8] « "Rénovation urbaine" à Ivry-sur-Seine : quand une municipalité "communiste" mène le petit peuple en bateau », *Article 11*, février-mars 2012.